

BELKHADEM DÉCLARE LE MALAISE DE L'ALGÉRIE AU SEIN DE LA LIGUE ARABE : «Elle n'est pas une ligue, encore moins arabe»

S'il y a quelqu'un qui peut traduire en mots crus tout le malaise de l'Algérie au sein de la Ligue arabe sans que cela ne provoque le clash diplomatique, c'est bien Abdelaziz Belkhadem, le ministre d'Etat, représentant personnel du chef de l'Etat. Hier, sur les ondes de la Radio Chaîne III, il a dit tout le mal qu'il pense de la ligue.

Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) - Un brin enthousiaste, l'air de quelqu'un qui n'attendait que l'opportunité de produire un avis, Abdelaziz Belkhadem, à la question d'apprécier le rôle de la Ligue arabe dans le conflit syrien, a de suite répondu : «La Ligue arabe n'est pas une ligue, encore moins arabe qu'elle ne s'appelle. Une ligue qui fait appel au Conseil de sécurité contre un de ses membres fondateurs ou à l'Otan pour détruire les capacités des pays arabes a besoin d'être profondément revue.»

Voilà qui révèle combien l'Algérie étouffe au sein de la Ligue arabe qui, depuis une année, est montée au front diplomatique contre les dictateurs et dictatures arabes.

Depuis l'avènement des révolutions arabes, l'Algérie, faute d'infléchir les positions de la ligue et réorienter les mouvements que lui imprime le Qatar, s'est résignée à faire bon cœur contre mauvaise fortune, multipliant les réserves quant à ce que la ligue entreprend comme résolutions.

C'est le cas pour la dernière résolution de la ligue qui en appelle à une résolution du Conseil de sécurité de l'ONU.

Car, comme pour la Libye, pendant que la guerre civile faisait encore rage, l'Algérie croit toujours possible une solution entre Syriens.

Belkhadem, qui, il vrai, s'est exprimé en tant que secrétaire général du FLN, l'a répété hier : «La situation en Syrie est grave, il faut permettre aux Syriens de décider par eux-mêmes quel régime ils veulent avoir».

La lecture paraît totalement décalée de la réalité, tant est qu'il s'agit de mettre fin à une répression du régime syrien contre la population particulièrement sanglante.

UMA : il faudra bien nous regrouper

Si Abdelaziz Belkhadem trouve matière à vilipender la Ligue arabe qui, à ses yeux, livre ses membres au Conseil de sécurité et à l'Otan, il s'affirme en revanche acquis à l'idée d'un rapprochement avec les pays maghrébins voisins et pour une relance de l'UMA. «On ne peut pas vivre indéfiniment dos à dos. Il faut bien se regrouper. Les temps sont aux grands espaces et non aux petites entités, même si elles sont porteuses.»

Le secrétaire général a souligné, au pas-

sage, que l'UMA, dont les premiers jalons ont été posés en 1958 à Tanger en même temps que l'Union européenne à Rome, a accusé beaucoup de retards. Mais cette disponibilité à reprendre la construction de cette entité régionale ne laisse pas Belkhadem aller jusqu'à dire qu'il faille de suite ouvrir les frontières terrestres avec le Maroc.

Par ailleurs, comme pour ajuster une pique au MSP et le reste des partis islamistes qui vouent une admiration éperdue à la Turquie d'Erdogan, Belkhadem a estimé que le modèle turc n'est pas nécessairement le meilleur modèle. «Il y a le modèle malais dont on ne parle pas.» Pour lui, le modèle turc se commercialise bien parce qu'«à l'intérieur d'une constitution laïque, il y a un pouvoir islamiste et le tout fait partie de l'Otan». Et, vraisemblablement sans faire exprès, il a appuyé une précédente affirmation d'Ahmed Ouyahia, laquelle a énormément déplu. «La Turquie des années 1950 et 1960 a soutenu la France pour la colonisation», a-t-il asséné.

Les islamistes nombreux et puisent dans le même vivier électoral

Le même Belkhadem qui a crédité les islamistes de 30 à 40% des suffrages lors des prochaines élections législatives qui, hier, a exclu une majorité parlementaire islamiste. Son raisonnement ? Les partis islamistes

algériens vont devoir se partager l'électorat islamiste, puisqu'ils vont tous puiser dans un même vivier électoral. Selon lui, ce ne sera pas la même chose que la Tunisie, le Maroc et l'Égypte qui n'ont vu entrer en compétition électorale qu'un seul parti islamiste pour chaque pays.

Même convaincu que les partis islamistes algériens vont se partager les voix de leurs électeurs, Belkhadem n'est pour le moins pas rassuré. «La crainte, c'est de voir ceux qui devraient participer à la prise de décision ne pas se rendre aux urnes.» Autrement dit, il a la hantise de l'abstention qui, selon lui, profitera aux islamistes. Et les redresseurs qui confectionnent des listes indépendantes ? «Le FLN a la carapace dure. Ce n'est pas la première fois qu'il reçoit des coups. Cela n'effrayera pas beaucoup la configuration électorale du FLN.»

Belkhadem a révélé également que sur les 462 candidats qu'il présentera aux prochaines élections législatives, 119 seront des candidatures féminines. L'autre priorité du FLN ? La révision de la Constitution. Une réforme que Belkhadem dit souhaiter profonde, laquelle aura à clarifier les prérogatives des uns et des autres, d'éviter la dyarchie au sommet, entre le chef de l'Etat et le Premier ministre, et de donner plus de prérogatives au pouvoir législatif.

S. A. I.

ELECTIONS LÉGISLATIVES

Hanoune réitère ses réserves

La secrétaire générale du Parti des travailleurs a encore réitéré ses réserves quant à la transparence des élections législatives du 10 mai prochain, à l'occasion du plénum des cadres du parti de trois jours qui s'est achevé ce dimanche.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Louisa Hanoune, qui qualifie ce rendez-vous électoral de «capital», voire de «rendez-vous avec l'histoire» — en ce sens, selon elle, qu'outre le fait qu'il permettra une décantation de la scène politique nationale, il fera sortir une assemblée qui aura la lourde mission de rédiger une nouvelle constitution —, n'a pas pour autant caché ses appréhensions quant à une abstention massive. Un fait qui découlerait directement aux yeux de nombre de citoyens, dira-t-elle, du sentiment largement partagé que «les jeux sont déjà faits» du fait d'une fraude annoncée, du phénomène de l'argent sale et de la corruption qui a considérablement pollué la sphère politique.

Elle citera comme exemple l'Assemblée sortante dont 20% de la composante est issu du milieu dit des «affaires». Autant d'éléments qui ne sont pas faits, selon Hanoune, pour intéresser les gens à la chose politique, encore moins à l'acte de vote. Autre élément qui intrigue la patronne du PT, le gonflement exorbitant du fichier électoral qui se voit «renforcé» en quatre années seulement de 4 millions de nouveaux électeurs. «Même les normes internationales ne prévoient que 40% de progression d'un corps électoral de l'essor démographique dans un quelconque pays», estimera-t-elle.

Et ce n'est certainement pas la campagne de sensibilisation menée à coups de SMS par le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales qui inversera la donne, pense Hanoune qui réitère son appel au président de la République afin qu'il intervienne pour mettre le holà et ce, dira-t-elle, à travers un certain nombre de mesures à même de rendre cette confiance aux citoyens. Elle invitera à ne pas trop mettre de pression sur les gens dont le quotidien de la majorité n'est pas de nature à encourager la fréquentation des centres de vote.

Entre autres de ses préalables, des mesures d'ordre social comme une aide à hauteur de 15 000 DA pour une location chez le privé dans l'attente d'un toit, la mise en congé des ministres candidats dont certains sont accusés d'avoir déjà entamé leur campagne électorale en usant des deniers et moyens publics et un

contrôle rigoureux du financement de la campagne. A ce sujet, Hanoune, qui dit ne pas dénoncer quiconque, soupçonne, néanmoins, des partis, ceux se recrutant notamment dans le camp islamiste, de chercher des appuis extérieurs, en voulant pour preuve le déplacement récent au Qatar de pas moins de trois leaders islamistes.

Elle exhortera, également, le président à surseoir à tout accord d'association avec l'UE et au processus d'adhésion à l'OMC, considérant que cela risquerait de mener le pays à l'impasse et à la dérive. Elle propo-

sera la voie référendaire pour trancher pareilles options stratégiques. Elle accusera, dans ce même sillage, Tayeb Louh de projeter la suppression de nombre de CDI pour les muer en CDI.

A propos de la préparation du parti aux prochaines élections législatives, Louisa Hanoune indiquera que les listes en préparation feront la part belle aussi bien aux femmes, aux jeunes qu'à un certain nombre de hauts cadres syndicalistes, mettant sa proximité d'avec la Centrale syndicale dont elle n'a de cesse de faire les éloges. Elle dira dans ce

cadre que près de 40% des membres du comité central au même titre que les membres de la commission de contrôle du parti ne sont pas partants à ces élections.

Elle se dit favorable à une coordination entre partis dans le processus de surveillance du processus électoral, confirmant que son parti a été sollicité dans ce sens par des partis. Mais, tiendra-t-elle à préciser, «cela se fera localement et avec des partis sérieux et non avec ceux saisonniers, qui ne se manifestent qu'à l'occasion de rendez-vous électoraux».

M. K.

LE RASSEMBLEMENT POUR L'ALGÉRIE INTERDIT DE PARTICIPER AUX LÉGISLATIVES

«Nous payons le prix d'avoir soutenu Benflis en 2004»

Hier, M. Mohamed Hammouma, président du Rassemblement pour l'Algérie (RPA) a déposé une plainte contre le ministère de l'Intérieur. A l'en croire, le Rassemblement pour l'Algérie (RPA), parti politique agréé depuis 1998, microscopique du reste, mais empêché d'activer et de prendre part aux législatives de 2012, serait la victime de mesure de distorsion «pour avoir soutenu le candidat malheureux à la présidentielle de 2004 Ali Benflis». Flash back...

Lyas Hallas - Alger (Le Soir) - C'était le Mouvement social pour l'authenticité (MSA), fondé en 1991 par feu Meziane Bakkouche, décédé en 1995. Le parti, qui se revendique du courant nationaliste démocrate, a changé d'appellation en 1998 à l'issue de son premier congrès ordinaire dit de «mise en conformité». La loi sur les partis amendée en 1997 a entraîné un changement des statuts des associations à caractère politique, devenant partis politiques. Réuni les 3 et 4 mars 1998, le congrès du MSA a décidé y compris de changer le sigle du parti pour devenir le RPA, Rassemblement pour l'Algérie.

Sa première participation aux joutes électorales remonte à 2002. Le RPA a ainsi décroché 157 sièges dans les différentes assemblées locales élues et a eu à gérer dix Assemblées populaires communales (APC), en l'occurrence El Madher, Boumia, Lazrou et Oued Taga (Batna), Zerouala et Chetouane Belaïla (Sidi Bel Abbès), Bouinan

(Blida), Ben Freha (Oran), El Bnou (El Bayadh) et Sidi Khelil (El Oued). Le RPA a soutenu Ali Benflis en 2004. «Le conseil national du parti, réuni le 18 juin 2004, a pris cette décision suivant cinq critères, à savoir le candidat doit appartenir à notre courant politique, qui ne soit pas un moudjahid, un civil ayant un niveau universitaire et le profil d'un homme d'Etat, qui a eu à exercer au moins la fonction de ministre. Et Ali Benflis était le candidat qui répondait à ces critères», a expliqué M. Hammouma.

Drag d'Alger

Les déboires du RPA, souligne M. Hammouma, ont commencé juste après l'élection présidentielle de 2004. «Un groupe de trente dissidents a saisi la justice pour annuler les décisions de la réunion du 18 juin 2004, arguant mon illégitimité à la tête du RPA et que j'ai pris la décision de soutenir Benflis sans consulter le conseil national du parti», a-t-il soutenu.

Le Conseil d'Etat, indique la décision 30 454, a fini par déclarer son incompétence le 3 octobre 2006. Depuis, l'administration bloque toutes les activités du parti, ne lui accordant aucune autorisation à faire quoi que ce soit. «Nous n'avons pu prendre part aux législatives de 2007 à cause de cette affaire, mais l'administration a continué à nous bloquer malgré la décision du Conseil d'Etat», ajoute M. Hammouma. Ce dernier s'interroge néanmoins sur les véritables intentions de Abdelaziz Bouteflika qui «prône un discours d'ouverture depuis peu et autorise la création de partis à la pelle». «On se demande si c'est le président qui décide ou son administration. Or, ou il est complice ou il n'a aucune autorité sur l'administration,

ce qui est plus grave», s'interroge-t-il. Et d'insister : «Nous sommes un parti agréé. Si nous, parti agréé, nous sommes empêchés d'activer, moi j'estime qu'il y a là un double langage, on prône un discours d'ouverture et on exerce l'exclusion.» M. Hammouma soutient son propos par deux «aberrations» : «Lorsque j'ai délégué des pouvoirs aux présidents des bureaux de wilaya du parti, nous avons 42 bureaux, pour aller retirer les formulaires de candidature, on leur a signifié aux Drag que notre parti est interdit d'activité et ne figure pas sur la liste des partis autorisés à participer aux législatives de 2012. Alors que nous ne sommes sous le coup d'aucune décision de justice. Le plus absurde, par ailleurs, est la réponse de la Drag d'Alger à notre demande d'autorisation de tenir une réunion du conseil national du parti samedi dernier (18 février), nous exigeant de collecter les signatures des membres du Conseil national élus lors du congrès de 1998. La Drag d'Alger s'est ainsi substituée à la justice et a statué sur mon illégitimité de convoquer le conseil national en ma qualité de président. Chose que je considère comme une ingérence dans les affaires internes du parti.» S'estimant lésé par l'administration, M. Hammouma a décidé de se plaindre par le biais de son avocat M^e Brahim Sedrati auprès du Conseil d'Etat contre le ministère de l'Intérieur et la Wilaya d'Alger. Il a également saisi l'instance de Farouk Ksentini. «M. Ksentini étant absent, c'est le SG de la Commission nationale consultative pour la promotion et la protection des droits de l'Homme (CNCPPDH) qui m'a reçu ce matin (hier, Ndlr), je lui ai remis le dossier et il m'a promis de le transmettre au président de la République», indiquera-t-il.

L. H.